Pratiques sociales et spatiales de résistances discrètes dans la ville

Introduction

Gülçin Erdi Lelandais et Bénédicte Florin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/19131>

DOI : 10.4000/conflits.19131

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 19 mai 2016

Pagination : 7-17

ISBN : 978-2-343-09459-5

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Gülçin Erdi Lelandais et Bénédicte Florin, « Pratiques sociales et spatiales de résistances discrètes dans la ville », *Cultures & Conflits* [En ligne], 101 | printemps 2016, mis en ligne le 19 mai 2016, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/19131> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.19131>

Pratiques sociales et spatiales de résistances discrètes dans la ville

Introduction

Gülçin ERDI LELANDAIS et Bénédicte FLORIN

Gülçin Erdi Lelandais est sociologue, chargée de recherche au CNRS et membre de l'UMR 7324 CITERES, Cités, Territoires, Environnement et Sociétés. Ses travaux portent sur les formes de solidarité et de résistance ainsi que sur les mobilisations urbaines. Les dimensions spatiales des représentations, des constructions identitaires et des modes d'affirmation de la citoyenneté dans un contexte de marginalité socio-spatiale sont au cœur de ses analyses. Elle a récemment publié Understanding the City. Henri Lefebvre and Urban Studies (dir.), Newcastle-upon-Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2014, « Émergence et résistance spatiale d'un quartier en contexte autoritaire. Le cas du quartier 1 Mayıs à Istanbul », in Marchal H., Batille C. (dir.), Regards pluriels sur l'incertain politique. Entre dérives identitaires, urbanisation, globalisation économique, réseaux numériques et féminisation du social, Paris, L'Harmattan, 2015.

Bénédicte Florin est maître de conférences en géographie à l'Université de Tours et chercheuse à l'EMAM (Équipe Monde arabe et Méditerranée) de l'UMR CITERES. Ses recherches portent sur les villes du monde arabe et turc. Depuis 2007, elle s'intéresse plus particulièrement aux récupérateurs de déchets, aux politiques et systèmes de gestion des déchets au Caire, à Casablanca et à Istanbul, dans une perspective comparative. Son approche est qualitative, fondée sur des entretiens et des observations de terrain. Elle a récemment publié avec C. Cirelli (dir.), Sociétés urbaines et déchets, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, 2015.

Ce dossier de *Cultures & Conflits* est partiellement issu d'un colloque international organisé à Istanbul en juillet 2014 dans le cadre du programme de recherche « Marges et villes : entre exclusion et intégration. Cas méditerranéens ¹ ». Par la suite, ce numéro a associé d'autres chercheurs dans

1. Ce programme, initié en 2013 et coordonné par Nora Semmoud (EMAM/CITERES), est soutenu par l'ANR. Voir <http://marges.hypotheses.org/> ainsi que le compte-rendu de ce colloque <http://marges.hypotheses.org/275>

l'objectif d'apporter une perspective plus diversifiée sur des formes variées de résistance au sein de la ville, mais aussi de proposer une lecture originale de ces résistances. En effet, si le champ de recherche sur les mobilisations et résistances est déjà bien balisé, nous prenons ici le parti de nous intéresser à leurs formes invisibles ou invisibilisées qui, de plus, sont localisées aux marges de la ville et de la société, là où on ne les voit pas et là où on les entend peu. En utilisant ce terme « marges », nous postulons que les marges urbaines ou socio-spatiales ou, encore, le territoire marginalisé, recouvrent une population et son espace de vie désignés, qualifiés, représentés, sinon produits, comme tels par les acteurs urbains dominants : acteurs publics et privés pesant sur l'aménagement des villes et groupes sociaux aux revenus élevés. Notre posture est donc de mettre une distance avec les approches normatives des marges urbaines qui aboutissent à « une territorialisation instrumentalisée de la pauvreté contribuant au processus de sa construction ² ».

Situées là où les processus de stigmatisation ont construit historiquement leur enclavement matériel et symbolique, les marges urbaines peuvent se trouver dans les centres, les péri-centres ou les périphéries. Contrairement aux représentations stigmatisantes qui les hiérarchisent, les homogénéisent ou les globalisent, elles abritent des populations diverses depuis les plus pauvres jusqu'aux couches sociales aux revenus moyens. Ce sont aussi des espaces qui correspondent à des situations plus ou moins fortes et plus ou moins stabilisées de relégation sociale. Considérées ici comme révélatrices du fonctionnement sociétal et politique plus général, les marges urbaines ont, en effet, du sens par rapport à la capacité intégratrice ou exclusive de la ville. Au-delà de ces mécanismes ségrégatifs, somme toute assez classiques, il faut ajouter que la construction, les reconfigurations ou l'aggravation des processus de marginalisation participent actuellement de la fabrique néo-libérale des villes : si la dimension historique, les rapports de force sociaux et les actions politiques sont spécifiques à chaque contexte, ces dernières sont néanmoins toutes marquées par ce que le politiste Paul Pierson a qualifié de « dépendance au sentier » (*path dependency*), à savoir que « les modèles de mobilisation politique, les règles du jeu institutionnel et même les façons de voir le monde politique vont souvent auto-générer des dynamiques auto-renforçantes » : en ce sens, « les choix initiaux – en l'occurrence le modèle néolibéral – en matière de *design* institutionnel ont des implications de long terme en matière de performance économique et politique ³ ». Dans ce numéro, l'article de L. Lepeltier-Kutasi et G. Olt ainsi que celui de T. Harroud rendent compte, dans des situations pourtant très différentes, de quelques-uns des effets de ces choix : à

2. Destremau B., Ireton F., Deboulet A. (dir.), *Dynamiques de la pauvreté en Afrique du Nord et au Moyen-Orient*, Paris, Karthala-URBAMA, 2004, p. 31.

3. Cité in Palier B., « Path dependence [dépendance au chemin emprunté] », in Boussaguet L., Jacquot S., Ravinet P. (dir.), *Dictionnaire des politiques publiques*, 3^e édition, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, p. 413.

Budapest, la radicalité du virage post-communiste pour le néolibéralisme ou, au Maroc, l'impulsion que le roi en personne a donnée aux investisseurs privés internationaux ont des conséquences structurelles et conjoncturelles qui touchent directement les habitants.

De nombreux mouvements urbains, mais aussi des mobilisations de quartier, à l'exemple de la Vallée de Dikmen étudiée par G. Erdi-Lelandais dans ce numéro, ont mis en cause « les effets secondaires néfastes et l'absence de participation démocratique inhérents à ces stratégies néolibérales de restructuration des villes et de collecte de fonds *via* l'accumulation de la rente foncière, tout en critiquant la contraction spatio-temporelle des grands projets urbains ⁴ ».

De plus, l'adaptation des espaces urbains assujettis aux besoins actuels de l'économie néolibérale implique des reconfigurations territoriales qui participent à une aggravation des processus de marginalisation et qui redessinent les lignes de fracture socio-spatiale par la reconquête de territoires marginalisés et par la marginalisation de nouveaux. Dans ce cadre, les habitants ont souvent le sentiment d'avoir de moins en moins d'emprise sur les processus de décision qui les concernent et qui touchent à leur vie quotidienne. C'est notamment le cas, présenté dans ce numéro par L. Lepeltier Kutasi et G. Olf, pour les résidents du 8^e arrondissement de Budapest qui sont soumis à des procédures de réhabilitation sur lesquelles ils n'ont pas prise ; c'est aussi le cas pour les récupérateurs de déchets à Istanbul qui savent que leurs espaces de vie et de travail sont menacés par les projets immobiliers de grande ampleur, ainsi que l'explique dans son article B. Florin ; c'est encore le cas, analysé par G. Erdi Lelandais, pour les habitants de la Vallée de Dikmen à Ankara, exclus des mécanismes de décision dans la mise en place du projet de transformation urbaine concernant leur quartier. Cette mise en cause du « droit à la ville » ne se fait pas sans heurts et montre que, loin d'être politiquement neutre, l'espace urbain est plutôt un lieu en constantes construction et reconstruction, marquées par les stratégies d'appropriation d'acteurs divers : ces derniers en font un espace de conflictualité où les rapports de force et de domination se déploient. Ces processus conduisent aussi à l'émergence de nouvelles formes de résistance, d'opposition, d'adaptation et/ou de contournement mises en œuvre par les citoyens, détaillées et analysées dans chacune des contributions composant ce numéro.

En effet, loin d'être passifs, amorphes ou anoniques, les habitants des marges dont il sera question dans les pages suivantes témoignent, dans leurs pratiques et par leurs discours, qu'ils sont capables de mettre en œuvre des actes de résistance ordinaires et discrets, parfois plus exceptionnels et plus

4. Hamel P., Lustiger-Thaler H., Mayer M., *Urban Movements in a Globalising World*, Londres, Routledge, 2000, p. 10.

manifestes, démentant ou bravant cette assignation à la marge de la ville et à la marge de la société urbaine.

Prêter attention aux formes peu visibles de ces résistances nous intéresse dans le sens où il existe un large consensus dans les études sur les résistances et mouvements sociaux sur le fait que ces actes se déroulent dans la sphère publique, sont ostentatoires et ont des objectifs bien précis. Ainsi, de nombreux travaux structurant le champ de la sociologie des mouvements sociaux se sont intéressés aux processus d'émergence des mobilisations et résistances, à leurs acteurs, aux trajectoires des militants qui les composent, à leurs répertoires d'action, le tout étant souvent articulé aux structures d'opportunité politique⁵. Ces dimensions sont prises en compte dans les articles de J. Tournadre pour l'exemple sud-africain ou G. Erdi-Lelandais et B. Florin pour l'exemple turc qui s'intéressent, entre autres, aux militants qui se greffent aux mobilisations ordinaires, même si ce sont ces dernières qui restent au cœur du propos. La sociologie de ces mobilisations s'est donc focalisée majoritairement sur le mouvement social lui-même, négligeant parfois d'autres formes de résistance individuelles ou collectives. De même, elle a souvent concentré son analyse sur les mobilisations et mouvements eux-mêmes, les détachant des réalités et environnements sociaux qui les entourent. Pour reprendre l'expression de C. Hmed, elle les a placés sur une tête d'épingle⁶. Parallèlement, la littérature sur les mouvements urbains, tout en notant l'essor des communautés et mouvements locaux, les a, dans une large mesure, considérés comme étant « impuissants dans le contexte des empires mondiaux et bureaucraties informatisées⁷ ».

De façon plus précise ici, la recherche sur les mouvements sociaux s'est plutôt focalisée sur les formes de mobilisation et/ou de résistance dans les espaces publics (au sens large) posant, d'emblée, la condition de leur visibilité et de leur publicisation : en effet, *a priori*, l'objectif d'un mouvement social est de défendre et de faire entendre à l'opinion publique une cause, portée par des revendications, dans l'objectif soit de l'inscrire à l'agenda politique, soit de

5. Les travaux dans le domaine ne manquent pas, mais on peut citer ici quelques recherches majeures telles que Goodwin J., Jasper J. (eds), *The Social Movements Reader: Cases and Concepts*, Oxford: Blackwell, 2004 ; McCarthy J.D., Zald M., « Resource Mobilisation and Social Movements: a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, vol. 82, 1977, pp. 1212-1241 ; Tarrow S., McAdam D., Tilly C., *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001 ; Tarrow S., *Power in movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 ; Tilly C., *From Mobilization to Revolution*, Reading Mass., Addison-Wesley Publishing, 1978 ; Agrikoliansky É., Sommer I., Fillieule O., *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2010.
6. Hmed C., « Des mouvements sociaux "sur une tête d'épingle" ? Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, n°84, vol.4, 2008.
7. Castells M., *The City and the Grassroots: A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*, Berkeley, University of California Press, 1983, p. 329. Voir également Fairstein S., Hirst C., « Urban Social Movements », in Judge D., Stoker G., Wolman H. (eds), *Theories of Urban Politics*, London, Sage, 1995.

sensibiliser la société à cette cause. Ceci explique que les recherches se sont intéressées aux révolutions et protestations de grande ampleur lors desquelles les participants défient leurs cibles de manière directe et explicite. La résistance y est alors considérée comme un fait évident et facilement identifiable, notamment *via* les marches, les démonstrations de solidarité ou *via* les organisations et structures de contestation⁸. Masqués par ces mobilisations visibles et audibles, des actes quotidiens de résistance se développent et s'organisent de façon plus subalterne et discrète. Il arrive même qu'ils constituent les jalons des mouvements de plus grand ampleur, comme c'était le cas lors des « Printemps arabes », dont l'émergence et la propagation rapide ont parfois pris de court les chercheurs⁹, les experts et, bien souvent, les politiques qui n'ont pas forcément vu ces actes subversifs, de tous les jours, émanant d'individus ou de groupes.

Dans ce numéro, nous ne cherchons pas à procéder à une définition de la résistance ni à la classification de ses diverses expressions. Les articles qui suivent témoignent d'ailleurs de ce choix et les auteurs exposent des perceptions variées de ce concept. Ainsi, il peut s'agir de stratégies et de tactiques d'intégration urbaine faisant appel aux compétences et arts de faire¹⁰ mises en œuvre par des habitants afin de protéger leur mode de vie, leur travail ou l'accès aux ressources urbaines – à l'image des populations Rom (article d'E. Rosa) ou des sans-abris de Tokyo (article de N. Pinet) qui, comme les récupérateurs d'Istanbul (article de B. Florin), vivent en partie de la collecte des déchets. Ces tactiques des « démunis¹¹ » transgressant discrètement les hégémonies quotidiennes peuvent être lues comme des formes de résistance ou, encore, des « non-mouvements sociaux¹² » pour reprendre la notion d'Asef Bayat, à savoir des actions émanant de ces « subalternes urbains » que sont les pauvres, dispersés et mal organisés. D'après A. Bayat, ces non-mouvements réclament le droit à l'espace urbain, sans stratégie articulée, dans l'objectif de réduire le coût de la mobilisation dans des contextes politiques répressifs. Ces

8. Tilly C., *From Mobilization to Revolution*, *op. cit.*

9. Notons cependant que certains chercheurs analysaient, dès avant les révoltes et révolutions, les tensions à l'œuvre. De façon non exhaustive ici, on peut renvoyer aux études sur les grèves des ouvriers du textile dans le delta du Nil (Duboc M., « La contestation sociale en Égypte depuis 2004. Précarisation et mobilisation locale des ouvriers de l'industrie textile », in Ben Nefissa S., Destremau B. (dir.), « Protestations sociales, révolutions civiles », *Revue Tiers-Monde*, Hors-série, 2011, pp. 95-116) ou encore aux travaux sur les mobilisations politiques de S. Ben Nefissa S. (« Ça suffit ? Le "haut" et le "bas" du politique en Égypte », *Politique africaine*, n° 108, 2008, pp. 5-24) ou enfin à ceux d'A. Deboulet (« "Le droit au logement, école de la contestation". Entretien avec Manal al-Tibi », *Mouvements*, n°66, 2011, pp. 79-88).

10. De Certeau M., *L'Invention du quotidien. 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990 [1980] ; Scott J., *La domination et les arts de la résistance*, Paris, Éditions Amsterdam, 2009 ; Garber, J. A., « Not named or identified: Politics and the search for anonymity in the city », in Miranne K. B., Young A. H. (eds), *Gendering the city: Women, boundaries and visions of urban life*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishers, 2000, pp. 19-40.

11. De Certeau M., *op. cit.*

12. Bayat A., *Life as politics: How Ordinary People Change the Middle East*, Palo Alto, Stanford University Press, 2010.

personnes démunies ont rarement les ressources ou l'occasion de résister ouvertement contre les dominants, aussi leurs mouvements de protestation massifs ne sont-ils que des « feux de paille ¹³ ». Or, notre objectif, dans ce numéro, est de nous interroger sur ces différentes formes de résistance inscrites dans des pratiques ordinaires quotidiennes souvent imperceptibles parce qu'elles sont cantonnées aux espaces invisibles que sont les marges (les immeubles dégradés du 8^e arrondissement de Budapest dans l'article de L. Lepeltier et G. Olt, ou les abris de fortune pour les expulsés de Tokyo comme l'explique N. Pinet ou, à une autre échelle, le quartier de la Vallée de Dikmen étudié par G. Erdi-Lelandais), ou parce qu'elles émanent de personnes jugées peu dignes d'intérêt donc « marginales », à l'instar des Roms (E. Rosa). Le niveau, la durée et l'intensité de ce type de résistances sont variables et les actes de résistance peuvent être individuels ou collectifs, répandus ou localement confinés, plus ou moins coordonnés et cohérents. Parfois, ils peuvent aboutir à l'émergence d'un « problème public », inscrit à l'agenda des autorités politiques : mais ce qui nous intéresse ici, c'est le processus complexe de construction de la mobilisation et de l'action collective puisqu'un problème public, apparaissant avec une certaine « évidence », est en fait le résultat d'un processus complexe de mobilisation et d'action collective ¹⁴.

Par ailleurs, on constate, dans le corpus de travaux sur les mouvements sociaux, l'absence ou la mise au second plan de la dimension spatiale comme élément structurant des mobilisations et des résistances : certes, Marx et Engels avaient, déjà en leur temps, expliqué que les possibilités de mobilisation des travailleurs étaient favorisées par leur concentration dans l'espace due à la révolution industrielle et à celle des transports ¹⁵ ; certes, le travail pionnier de Roger Gould ¹⁶ avait associé l'identité des Communards au contexte géographique de Paris, mais il faut surtout attendre les analyses de Manuel Castells pour une articulation des mobilisations à l'espace urbain ¹⁷. Quoi qu'il en soit, « l'espace n'est souvent qu'un arrière-plan supposé et non problématisé, ou, en tout cas, peu considéré comme un aspect constitutif de la politique contestataire ¹⁸ ». Quand, de plus, ces phénomènes se déroulent dans

13. Scott J., *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press, 1985.

14. Gilbert C., Henry E., « La définition des problèmes publics : entre publicité et discrétion », *Revue française de sociologie*, n° 531, 2012, pp. 35-59 ; Cefai D., Trom D., *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2001.

15. Dans *Le Manifeste du Parti Communiste* (1847), ils écrivent : « L'union que les bourgeois du moyen-âge, quand ils ne disposaient que des chemins vicinaux, mirent des siècles à réaliser, les prolétaires modernes, grâce au chemin de fer la réalisèrent en quelques années ».

16. Gould R., *Insurgent Identities, Class, Community and Protest in Paris from 1848 to the Commune*, Chicago, University of Chicago Press, 1995.

17. Castells M., *The City and the Grassroots: A Cross-Cultural Theory of Urban Social Movements*, op. cit.

18. Sewell W. H., « Space in Contentious Politics », in Aminzade R., Goldstone J.A., McAdam D. (eds), *Silence and voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, pp. 51-52.

des espaces considérés marginaux ou aux marges urbaines et que, de plus, ces phénomènes émanent de populations qualifiées de marginales, la dimension spatiale reste secondaire dans les recherches sur les mouvements sociaux. Ceci s'explique notamment du fait que, pour la sociologie, l'entrée première par l'espace n'est pas vraiment légitime et que, pour la géographie, les mobilisations et résistances ne constituent pas un objet d'étude très ancien. Cependant, depuis une petite vingtaine d'années, des publications, associant fréquemment les deux disciplines ¹⁹, montrent combien est féconde l'approche qui tient compte du rôle de l'espace urbain, comme élément structuré et structurant des mobilisations et résistances : ceci nécessite donc de porter une attention particulière à la compréhension spatiale de ces phénomènes comme le souligne Charles Tilly : « des distributions spatiales de tous les jours, les proximités et les routines des participants potentiels des contestations affectent l'ampleur et le caractère de leur mobilisation ²⁰ ». Fabrice Ripoll ²¹ a contribué récemment à ces débats, en soulignant les ressources spatiales qui offrent un caractère éminemment stratégique dans les mouvements sociaux, soit parce qu'il s'agit d'occuper des espaces pour faire parler de la cause à défendre, soit pour créer des espaces qui seraient au service de l'action collective. Allant plus loin, d'autres chercheurs, comme Javier Auyero ²² ou Vincent Veschambre ²³ analysent l'espace comme étant, en tant que tel, l'enjeu des luttes, notamment entre classes sociales, ce qui rejoint « la lutte des places », au sens littéral, proposée par Michel Lussault ²⁴.

Enfin, la dimension spatiale est intéressante si l'on lit les pratiques de résistance émanant des marges ou des populations perçues comme marginales comme une façon d'essayer d'en sortir : les fermetures sociales et spatiales, résultant des processus d'exclusion et de stigmatisation, peuvent être franchies par des formes de contournement, des ajustements, parfois par des oppositions, plus ou moins discrets, plus ou moins ostentatoires ²⁵. C'est bien ce que tentent de faire, par leurs pratiques de la ville et leur contribution à la

19. Ainsi l'introduction à *Espaces de vie, espaces enjeux* plaide pour « une approche pluridisciplinaire des mobilisations relatives à l'espace » (sous la dir. de Bonny Y. et al., Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, pp. 8-27).

20. Tilly C., « Spaces of Contention », *Mobilization : An International Quarterly*, vol. 5, n°2, 2000, pp. 135-159.

21. Ripoll F., « Du rôle de l'espace aux théories de l'acteur (aller-retour) : la géographie à l'épreuve des mouvements sociaux », in Séchet R., Veschambre V. (dir.), *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006, pp. 193-210.

22. Auyero J., « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005, n°160, pp. 122-132.

23. Veschambre V., *Traces et mémoires urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

24. Lussault M., *De la lutte des classes à la lutte des places*, Paris, Grasset, 2009.

25. Sur les formes de franchissement des marges ou des espaces enclavés, voir Agier M., *L'invention de la ville. Banlieue, township, invasions et favelas*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 1999.

construction sociale de l'espace, les acteurs des mobilisations et résistances rencontrés dans chacune des situations étudiées dans ce numéro et présentées ci-dessous.

Nous ouvrons ainsi ce dossier par un article d'Elisabetta Rosa qui, à partir d'un travail ethnographique, relate et explicite les formes quasi-invisibles de résistance, se référant davantage à des tactiques quotidiennes de survie, des Roms de Marseille et de Turin, communautés très marginalisées et défavorisées. L'auteure propose de lire ces façons de faire et ces capacités d'action comme autant de défis face à la stigmatisation et à l'exclusion, notamment celle résultant des politiques publiques, sans pour autant s'opposer à ces dernières de manière ouverte. Au-delà de l'ancrage territorial et de la revendication silencieuse de citoyenneté qu'expriment ces petites pratiques de résistance, il s'agit bien de « l'infra-politique des dominés », définie par J. Scott, où se développe « une grande variété de formes discrètes de résistances qui n'osent pas dire leur nom ²⁶ », mais qui peuvent néanmoins avoir une portée subversive.

Cette portée subversive est également observable dans le cas des *nojukushas* – les sans-abri – à Tokyo : Nicolas Pinet nous livre un panorama des diverses formes d'actions subalternes, analysées à partir d'une distinction entre les « résistances en soi » et les « résistances pour soi ». Cette différenciation pose d'emblée la question de l'intentionnalité de la résistance et amène l'auteur à se demander si l'on peut qualifier un acte de résistance si son auteur n'a pourtant pas eu cette intention ? L'article montre également comment le caractère fondamentalement instable des conditions d'existence de ces *nojukushas* leur donne de nouvelles ressources pour contourner les règles, résister aux évacuations, persister pour continuer à habiter et à investir la ville et, en somme, inventer des pratiques politiques permettant parfois à leurs auteurs de sortir d'une position de subordonné.

La volonté d'avoir une place ou de préserver sa place dans la ville et, de ce fait, de recourir à différentes formes de résistances quotidiennes, individuelles ou collectives, est également flagrante dans la contribution de Tarik Harroudi. Mettant la focale sur les *malls* de Rabat-Salé (Maroc), l'auteur étudie l'accessibilité sociale de ces lieux par des populations défavorisées *via* des tactiques mobilisées et inventées par ces dernières. Dans ce cas de figure, la résistance ne se fait pas pour contester le système mais pour s'y intégrer. Face aux tentatives d'exclusion dont les populations des quartiers marginaux font l'objet dans ces lieux conçus pour et destinés aux classes supérieures – ne serait-ce que par l'absence de transports publics – celles-ci résistent par des tactiques quotidiennes afin de s'intégrer dans ces espaces synonymes de liberté et d'épanouissement personnel pour elles. Pour les jeunes et les femmes, notamment, l'ac-

26. Scott J. C., *La Domination et les arts de la résistance*. op. cit., p. 33.

cès à ces lieux est primordial afin d'échapper à l'oppression et au contrôle social qu'ils subissent dans la vie quotidienne. En même temps, ces espaces n'ont pas la même signification pour tout le monde et il arrive que d'autres groupes s'opposent à leur implantation et se mobilisent contre leur fréquentation. T. Harroud montre ainsi comment des mouvements islamistes considèrent ces *malls* comme des temples de la dégénérescence morale et culturelle de la société marocaine contre laquelle il faut lutter fermement. Cet exemple témoigne de la complexité de l'analyse des formes de résistance dans l'espace urbain. Celles-ci, en effet, ne sont pas toujours synonyme de progrès, tel que les sociétés occidentales développées le définissent généralement, ni de la contestation du système néolibéral : le paradoxe réside ici dans le fait que certaines résistances sont justement mues par un désir d'intégration aux lieux emblématiques de la ville néolibérale – à l'exemple des *malls* –, alors que d'autres s'y opposent clairement parce que ces mêmes lieux sont les symboles réprouvés d'une « occidentalisation » des usages et des pratiques.

La contribution proposée par Ludovic Lepeltier-Kutasi et Gergely Olt s'inscrit dans le temps relativement long du passage de la Hongrie au post-communisme dans les années 1990 et explicite quelques-uns des effets actuels de cette rupture politique radicale. À Budapest, le 8^e arrondissement, espace populaire aux immeubles dégradés, illustre ces tensions car y est appliqué un programme de réhabilitation et de « privatisation » des anciens logements municipaux afin, officiellement, d'éviter une « bidonvillisation » du quartier. Or, l'augmentation des loyers, les malfaçons de la réhabilitation et la dégradation des conditions générales de l'habiter, provoquent le mécontentement, plus ou moins ouvert et explicite, des résidents. La mobilisation de certains habitants, les négociations et les tensions avec les autorités afin d'obtenir réparation ou compensation rendent compte des menaces qui pèsent pour ceux qui n'auront peut-être pas d'autres choix que de partir, mais aussi pour ceux qui voient la dégradation de leurs conditions d'habitat révéler la dégradation plus globale de leurs conditions de vie. Porter cette lutte dans ce contexte nécessite de la rendre visible, publique, mais l'on voit bien, dans cet exemple, combien sont inégales les ressources et l'engagement d'habitants marqués par des trajectoires ponctuées d'échecs.

Cette question du passage des résistances discrètes et peu visibles à leur visibilité dans les arènes publiques, faisant intervenir ces « passeurs » que sont les leaders et militants, est posée par les trois derniers articles qui achèvent ce dossier.

À Istanbul, les récupérateurs de déchets, rencontrés par Bénédicte Florin, sont invisibilisés et assignés au plus bas de la hiérarchie sociale et dans les espaces marginaux de la métropole turque. Toutefois, la nature de leurs pratiques professionnelles nécessitent des transgressions quotidiennes alors que

la collecte des déchets leur est interdite : franchissant les frontières de leurs quartiers, circulant et travaillant dans les espaces publics, notamment aisés et touristiques, ils mettent en œuvre toutes sortes de petites tactiques pour contourner, s'ajuster aux contraintes. La dimension spatiale de leurs pratiques, puisque la ville constitue pour eux une ressource au sens propre, est essentielle : l'accès, ou non, aux déchets, matière première de leur activité, articule ainsi étroitement droit au travail et droit à la ville. Face à un contexte de réformes les faisant basculer de l'informalité à l'illégalité et à un fort sentiment d'injustice, une prise de conscience collective émerge, relayée par les militants et entrepreneurs des déchets, et leur permet d'élaborer un discours de justification de leur rôle dans la société. Loin d'être passifs, ils (se) manifestent et plaident la reconnaissance de leur travail auprès des autorités même si ces tentatives sont difficiles et se soldent par une fragile tolérance à leur égard.

Dans un autre registre, Jérôme Tournadre montre, dans son article, l'ambiguïté des protestations en Afrique du Sud au sein des *townships*. Malgré les mécontentements massifs contre le manque de logement et l'accès défaillant aux réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement, la protestation n'est plus orientée vers le pouvoir politique et ne s'aventure que rarement au-delà des limites des *townships*. Pour décrire ce phénomène, l'auteur parle des politiques populaires qui consistent, en effet, à inventer des formes politiques maîtrisées par les habitants et en phase avec leurs maux quotidiens. Les habitants préfèrent exprimer leur mécontentement via des leaders de communauté ou des membres des comités de rue. Ce fonctionnement est la conséquence de l'expérience antérieure des protestations ayant lieu pendant l'apartheid avec une logique de contournement des institutions imposées par ce dernier. De ce fait, même si leur résistance n'est pas visible dans l'espace public, elle produit quand même des effets grâce aux réseaux informels « infrapolitiques » faisant la connexion entre le pouvoir politique national et les habitants.

Toujours dans le cadre des quartiers informels, l'article de Gülçin Erdi Lelandais étudie la mobilisation des habitants d'un quartier informel composé de *gecekondu*, situé à proximité du centre-ville d'Ankara mais socialement marginalisé. L'analyse de cette mobilisation, organisée contre un projet de transformation urbaine visant la destruction de l'ensemble des *gecekondu*, met l'accent sur les liens entre espace, résistance et politisation, en partant du postulat que l'espace est très souvent reconstruit, ré-imaginé, voire inventé, à travers les pratiques quotidiennes des habitants et que ses significations peuvent être modifiées, voire renforcées, lors d'une mobilisation. À partir du cas de la résistance des habitants de la Vallée de Dikmen à Ankara, l'auteure montre comment ce processus d'influence réciproque entre espace et résistance ouvre la voie vers une politisation généralisée des habitants et, en particulier, des femmes tout en modifiant leur vision du monde, leur perception de la société et du système politique dans lesquels ils vivent et, au-delà, leur façon d'être en tant qu'individu et citoyen à part entière. L'article permet de visuali-

ser les effets de l'héritage du militantisme politique fortement ancré dans certains quartiers informels, un phénomène très répandu en Turquie, dans le passage à l'action via des militants professionnels jouant un rôle de « formateurs » auprès des habitants.

Enfin, une lecture transversale des contributions présentées dans ce numéro confirme le fait que les villes constituent des espaces politiques où se déploient, certes, les revendications citadines, mais, au-delà, des revendications citoyennes pour davantage de droits : droit au logement, droit au travail, droits urbains, droits politiques, droits humains, termes qui expriment des revendications qui ne sont, certes, pas équivalentes, qui ne sont pas toujours présentes toutes à la fois et dans les mêmes moments. En ce sens, ce numéro de *Cultures & Conflits* a l'ambition de s'inscrire dans la lignée des réflexions sur le droit à la ville ²⁷ issues de la pensée fondatrice d'Henri Lefebvre et rejoint également les travaux récents sur la justice spatiale ²⁸.

27. Lefebvre H., *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.

28. Voir la revue *Justice spatiale/Spatial Justice*, <http://jssj.org/>, mais aussi les travaux anglo-saxons tels ceux de Fainstein, S., *The just city*. Ithaca, New York / London, Cornell University Press, 2010 ; Marcuse P., *Of States and Cities: The Partitioning of Urban Space*, Oxford, Oxford University Press, 2002 et *Cities for People Not for Profit: Critical Urban Theory*, London, Taylor and Francis, 2011 ; Soja E., *Seeking spatial justice*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2010.